



### Communiqué du syndicat CGT TEFP de Gironde

Nous avons appris il y a quelques jours la mise en fermeture de fait du service renseignement en Dordogne, impliquant la disparition pure et simple d'un service public de proximité apprécié des usagers.

La CGT TEFP 33 soutient et exprime sa solidarité aux agents de Dordogne mobilisés pour son maintien face à leur direction. D'un autre côté, la DIRECCTE elle-même, déjà interpellée en CTSD, doit répondre de cette fermeture soudaine engagée à la hussarde sans la moindre annonce, ni le moindre « groupe de travail » en guise de concertation affichée...

Nous constatons à nouveau que dans plusieurs UT, les SCT sont peu à peu vidés de leurs effectifs au point de rendre l'exercice correct des missions plus difficile et à la limite du tenable pour les agents.

Les services de renseignements des usagers sont un élément essentiel du service public. Il est absolument intolérable de supprimer ainsi ce service ou bien d'y réduire des effectifs et les plages d'ouverture pour tarir la demande et ainsi couper toujours plus notre administration de la demande sociale. La solution passe par un renforcement important des effectifs de ces services, partout sur le territoire, pour permettre un meilleur accès des usagers.

Nous exprimons également notre colère sur ce qui constitue un des premiers actes de la réforme territoriale à venir, et de ses objectifs réels liés aux politiques d'austérité : baisse des effectifs, fermetures de services notamment dans les petits départements, mobilités géographiques et/ou fonctionnelles de fait forcées et report de la charge de travail, voire de l'agressivité des usagers, sur d'autres services (SCT d'autres départements limitrophes, sections d'inspection, services accueil...).

Nous invitons tous les agents à faire remonter tout incident ou manifestation concrète du mécontentement des usagers ou d'augmentation de leur charge de travail, à la hiérarchie, à leur CHSCT local via le registre des incidents et aux militants de la CGT.

**NON AUX POLITIQUES D'AUSTERITE, OUI A UN SERVICE PUBLIC ACCESSIBLE ET DE PROXIMITE !**

Bordeaux, le 3 juillet 2015